



54ème colloque
ASRDLF

5-7 juillet 2017, Athènes, Grèce



15th conference
ERSA-GR



Les défis de développement pour les villes et les régions dans une Europe en mutation

ADHESION DES POPULATIONS A UNE GOUVERNANCE TERRITORIALE FAVORISANT L'ANTICIPATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE. Le cas de l'adaptation à la montée du niveau de la mer

Mme Hélène REY-VALETTE

Université Montpellier Maître de Conférences
Faculté d'économie av. R. Dugrand 34000 Montpellier Hérault France
helene.rey-valette@umontpellier.fr 06 82 87 71 89

Mme Cécile BAZART

Université Montpellier Maître de Conférences
Faculté d'économie av R.Dugrand 34000 Montpellier France
cecile.bazart@lameta.univ-montp1.fr

Mme Nicole LAUTREDOU-AUDOY

CNRS Ingénieur de recherche
Inra 2 place Viala 34000 Montpellier France
nicole.lautredou@inserm.fr

Mr Thierry BLAYAC

Université Montpellier Professeur
Faculté d'économie av. R. Dugrand 34000 Montpellier France
thierry.blayac@lameta.univ-montp1.fr

Référence à la session / reference to the session

Gouvernance

Résumé / Summary

Face à l'accroissement du niveau de la mer et par suite des dommages causés par les tempêtes, les doctrines de gestion du trait de côte ont évolué (MEDDE, 2012). Il s'agit de réduire l'exposition des biens et des infrastructures en les relocalisant et de restaurer le caractère naturel des plages et des cordons dunaires pour bénéficier de protections naturelles plus résilientes. Malgré les coûts évités et les avantages pour la sécurité des personnes, ces mesures se heurtent à d'importantes oppositions des habitants du fait de leur attachement au lieu et aux aménités liées à la proximité de la mer (Rey-Valette et al., soumis), sachant que s'agissant de risques liés au changement climatique, les biais d'optimisme et de statut quo sont particulièrement importants, pouvant aller jusqu'au déni. Outre la perception du risque, ces nouvelles

logiques d'aménagement impliquent un changement profond des représentations et des pratiques de gouvernance territoriale. Il s'agit d'adopter un paradigme post moderniste s'opposant à l'hégémonie des réponses techniques et des savoirs d'experts (Giddens, 1994 ; Beck, 2001) qui conduit pour la gestion des risques à lutter contre l'aléa par des solutions techniques supposant un contrôle de la nature. Pour la submersion ce paradigme implique de reconnaître la mobilité naturelle du trait de côte et l'intérêt des infrastructures naturelles plus résilientes. D'autre part, les pratiques de gouvernance doivent évoluer en adoptant une gestion adaptative fondée sur la flexibilité des mesures et l'adoption d'une logique d'anticipation privilégiant des mesures volontaires et pro-actives. Celles-ci impliquent des efforts d'information et de sensibilisation plutôt qu'une logique paternaliste (Rey-Valette et Rulleau, 2016). A ce niveau nous avons co-construit un protocole de recomposition territoriale. Il propose une relocalisation progressive en plusieurs phases sur un horizon de 60 ans et de nouvelles modalités d'achat des biens sécurisant le patrimoine des propriétaires et d'allégeant les contraintes budgétaires des collectivités (André et al., 2015 ; Rey-Valette et al., 2016).

De façon à approfondir les déterminants des comportements d'acceptation à l'adaptation, nous avons, réalisé une enquête en ligne auprès de 782 d'habitants de communes littorales de métropole. C'est la première enquête nationale sur ce sujet, dont à des fins de généralisation, la problématique intègre plusieurs questionnements d'enquêtes précédentes. Partant du besoin d'évolution de la gouvernance des risques littoraux au profit de dispositifs concertés et de mesures volontaires, il s'agit d'identifier les conditions favorables d'adhésion des populations à ces logiques d'adaptation ou, autrement dit, les composantes d'une intelligence territoriale favorable à l'acceptation de modes de gouvernance innovants en faveur de l'adaptation des territoires littoraux.

Ainsi par analogie avec le carré magique de Klador pour la performance de la politique économique, nous proposons un « carré magique » de l'adaptabilité des populations littorales au changement climatique, à partir de l'exemple du risque de montée du niveau de la mer. Pour ce faire nous avons construit des indices synthétiques rendant compte de quatre conditions déterminantes pour la mise en œuvre d'une gouvernance adaptative. Le tableau suivant présente la construction de cet indice à partir de quatre variables déterminantes de la capacité d'adhésion des populations aux nouvelles doctrines de gestion des risques climatiques. La sélection de ces variables est fondée sur (i) nos travaux relatifs aux résistances et contraintes des relocalisations (Rey-Valette et al., 2012 ; Rey-Valette et al. soumis), (ii) au rôle des normes en économie comportementale et (iii) aux apports des recherches sur l'adoption des éco-innovations (Aggeri, 2000 ; Galliano D., Nadel S., 2013).

Les résultats permettent de caractériser cet indice d'adaptabilité à travers sa variabilité en fonction des façades et des régions et l'analyse des déterminants des comportements adaptatifs en fonction des corrélations avec d'autres variables notamment socio démographiques.

Tableau : Composition de l'indice d'adaptabilité

Connaissance et conscience du risque

Nombre d'évènements de submersion dans la commune

Perception du risque de montée du niveau de la mer dans la zone de résidence

Avis sur le fait qu'on peut ou non lutter contre la montée de la mer.

Sensibilité aux valeurs environnementales

Deux questions de la Grille NEP (Dunlap et al. 2000)

Perception de l'importance patrimoniale des plages

Confiance dans les institutions

Niveau de compétence des institutions qui mettent en œuvre ces politiques
Niveau d'intégration des risques côtiers dans les politiques d'urbanisation
Niveau d'information de la population par les pouvoirs publics

Conscience du besoin d'anticiper

Adhésion de la personne à la relocalisation
Intérêt de l'anticipation par rapport au laisser faire et à des mesures réactives
Perception de la relocalisation comme opportunité pour repenser la ville

Bibliographie / Bibliography

Aggeri F., 2000. Les politiques d'environnement comme politiques de l'innovation, Annales des Mines / Gérer & Comprendre, n° 60, p. 31-43.

André C., Sauboua P., Rey-Valette H., Schauner G., 2015. Acceptabilité et mise en œuvre des politiques de relocalisation face aux risques littoraux : perspectives issues d'une recherche en partenariat, VertigoO - la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne], Volume 15 Numéro 1 | mai 2015, mis en ligne le 20 mai 2015, consulté le 11 juillet 2015. URL : <http://vertigo.revues.org/16074> ; DOI : 10.4000/vertigo.16074

Beck U., 2001, La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité, Paris, Aubier,

Dunlap R. E., Van Liere K. D., Mertig A. G., Jones R.E., 2000. Measuring endorsement of the New Ecological Paradigm: A revised NEP scale. Journal of Social Issues, 56 (3), 425-442.

Galliano D., Nadel S., 2013. Les déterminants de l'adoption de l'éco-innovation selon le profil stratégique de la firme. Le cas des firmes industrielles françaises, Revue d'éco industrielle, n°142, p 77-110.

Gibbs M.T., Thebaud O., Lorezn D., 2013. A risk model to describe the behaviours of actors in the houses falling into the sea problem. Ocean & Coastal Management, 80, 73-79.

Giddens A., 1994. Les conséquences de la modernité. L'harmattan, Paris

Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie (MEDDE), 2012, Stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte – Vers la relocalisation des activités et des biens. Paris, 19 p, <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Strategie-nationale-de-gestion.html>.

Rey-Valette, Robert S., Rulleau B., Resistance to relocation towards risk marine submersion: proposal of a synthetic index. Soumis à Climate Policy, 15 p.

Rey-Valette H., Sauboua P., André C., Schauner G., 2016. La gouvernance de territoires littoraux face aux enjeux de la relocalisation des biens et des activités en réponse à la montée du niveau de la mer. Canadian Journal of Régional Science/Revue Canadienne des Sciences Régionales, 39 (1/3), 61-67.

Rey-Valette H., Rulleau B., 2016. Gouvernance des politiques de relocalisation face au risque de montée du niveau de la mer », Développement durable et territoires [En ligne], Vol. 7, n°1, Avril 2016, mis en ligne le 11 avril 2016, URL : <http://developpementdurable.revues.org/11282> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.11282

Rey-Vallette H, Rulleau B., Meur-Ferec C., Flanquart H., Hellequin A.P., Sourisseau E., 2012. Les plages du littoral languedocien face au risque de submersion : Définir des politiques de gestion tenant compte de la perception des usagers. *Géographie, Economie, Société*, 14, 379-391.